

ANNABA

Plus de 100 projets gelés pour cause d'austérité

**Tout feu tout bois, le wali de Annaba, Youcef Cherfa, l'a été tant à l'ouverture qu'à la clôture de la session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), tenue mercredi et jeudi passés sous la direction de Hadji Laïd son président.**

Il faut dire qu'organisée soixante-quinze jours exactement après son installation au titre de directeur de l'exécutif de wilaya, cette session ne s'est pas déroulée comme les précédentes. C'est-à-dire insipide et atone. Ce qu'elle aurait pu être si juste après l'approbation du budget prévisionnel 2016, les élus n'avaient pas été offensifs pour dénoncer l'absence de réel développement dans la wilaya. Ils n'ont pas hésité à clouer au pilori des décideurs locaux, membres du conseil exécutif de la wilaya pour la plupart, entreprises de réalisation, leurs pairs élus locaux, ceux des deux chambres du Parlement et certaines associations de la société civile, beaucoup plus budgétivores qu'autre chose.

Pour ces élus membres de différentes commissions de l'APW, le ton et le temps étaient à la dénonciation des blocages à l'origine de l'arrêt total ou du retard de matérialisation des projets. Selon eux, Annaba se classe dans la catégorie des rares wilayas où tout est fait pour bloquer les initiatives, les projets et les bonnes volontés.

Les qualificatifs n'ont pas manqué pour imager les propos utilisés: Incompétence, insuffisance professionnelle, laisser-aller, sabotage, fraudes fiscales, corruption et autres sont constamment revenus pour stigmatiser les comportements de certains responsables. En tête de liste le contrôleur financier de la wilaya. Apparemment, il avait cru que tout lui était permis. Y compris la décision de rejeter, sans motif, les dossiers d'investissements publics et privés soumis à son approbation.

D'autres directeurs comme ceux du logement, des routes et ouvrages d'art, des équipements publics, de la santé, de l'éducation, de la culture et de l'environnement ont été la cible des critiques. Tout aussi critiquée, la faiblesse du taux de consommation des budgets communaux dont certains n'ont pas dépassé les 10%.

L'offensive des élus avait été pressentie au regard de la célérité ayant caractérisé la lecture du budget prévisionnel 2016 de la wilaya. D'un montant de plus de 2,01 milliards DA (inférieur de 200 millions DA par rapport à 2015), il a été rapidement

approuvé à l'unanimité. Les questions sérieuses allaient être entamées au fil de la lecture du bilan des trois dernières années d'activité de l'APW.

L'on découvrira qu'une multitude de projets socioéconomiques publics et privés ont été bloqués durant des années. Les travaux d'autres projets ont été abandonnés à 50% de leur matérialisation. Il y a ceux qui connaissent des retards à ne plus en finir dans la réalisation, telle l'aérogare Rabah-Bitat, la gare routière du 1<sup>er</sup>-Mai, la piscine de Sidi-Amar, la route reliant le Cap de Garde à la plage Oued Bagrat, l'extension, la réhabilitation ou la rénovation des structures du Centre hospitalier universitaire Annaba, les travaux de réhabilitation du Centre régional d'éducation physique et sportive (Creps) de Séraïdi dont la renommée a dépassé jadis les frontières du pays...

Ce qui a imposé au wali de remettre les pendules à l'heure. C'est ainsi qu'il a annoncé des décisions pour remédier à certaines situations dont, en premier lieu, le remerciement du contrôleur financier.

Pour d'autres, il dira que des démarches ont été entreprises pour aplanir les difficultés d'exécution. «En tout état de cause, notre wilaya, à l'instar des autres, devra se sou-

mettre au plan de rationalisation des dépenses mis en place par le gouvernement. Pour ce faire, plus d'une centaine de projets ont été gelés et non abandonnés. Cela fait 75 jours que nous sommes en poste à Annaba.

Depuis, avec la collaboration de tous, un énorme travail a été accompli avec pour objectif de redonner à Annaba son lustre d'antan, a indiqué M. Youcef Cherfa. Il devait préalablement souligner la responsabilité du contrôleur financier dans le retard mis dans le lancement des projets.

Ce qui s'est traduit dans les faits par la mise au placard pour problème d'austérité de plusieurs d'entre eux.

Le dossier de la réhabilitation ou équipements des structures hospitalières du Centre hospitalier universitaire (CHU) de Annaba fait partie du lot. C'est sur le ton de l'exaspération que le wali devait aborder ce comportement, digne reflet de la bureaucratie, qui bloque depuis des années toutes les aspirations de la population quant au développement de sa wilaya.

A. Bouacha

DÉCOUVERTS LORS D'UNE  
OPÉRATION DE RECASEMENT

12 kilos de kif traité  
dans une baraque

Douze kilogrammes de kif traité ont été découverts dans une baraque lors d'une opération de recasement des occupants du bidonville Sidi Harb II, situé dans la Plaine Ouest de Annaba. L'annonce de cette découverte a été faite jeudi dernier par le wali de Annaba, Youcef Cherfa, durant son intervention à l'issue des travaux de la session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW).

L'opération de recasement de plus d'une centaine de familles de ce bidonville, véritable plaie pour Annaba, a mobilisé dès les premières heures de la matinée de jeudi, des moyens humains et matériels conséquents. Elle était supervisée par le nouveau chef de daïra et le P/APC de Annaba.

A. B.

MILA

Société de faïencerie, le dernier groupe de travailleurs dans la tourmente !

**Relevant précédemment du groupe ECVE-Constantine, qui coiffait, également, l'unité de Guelma, l'ex-Sofem (Société de faïencerie de Mila) était considérée comme étant un fleuron dans la fabrication de la vaisselle domestique et hôtelière, entre les années 1980 et 2000, avant de passer au statut de filiale en 1995, puis rattrapée par une terrible récession la même année.**

Des pics d'instabilité sociale seront vécus par les travailleurs de la défunte Sofem, à partir de l'année 2005.

Malheureusement pour le sort de cette unité, la tension sociale était à son comble, exacerbée par les conflits syndicat-administration face aux énormes problèmes de mévente et un contexte économique de

concurrence déloyale, d'où l'incontournable alternative de redéploiement de cette usine pour sauver des centaines de postes de travail.

C'est dans ce contexte de faillite annoncée que s'est profilée l'option de cession de la Sofem, au groupe portugais Manuel Cruz, après que le conseil des participations de l'Etat (CPE) lui ait donné, en avril 2007, son quitus pour l'achat de la totalité

des équipements de la société et la location de l'assiette foncière pour une durée de 20 ans.

Malheureusement, la société preneuse, la Ceramic Home solutions (CHS), filiale de la Sofal Leira (Portugal) était, elle-même, en pleine récession et n'avait pu faire long feu.

Depuis, c'est carrément la descente aux enfers et un liquidateur a

été désigné par le SGP Est-Sud-Est de Annaba. Seul un groupe d'agents de sécurité, composé de 10 personnes, a été maintenu afin de préserver l'unité qui s'étend sur une dizaine d'hectares, de la dégradation et de la prédation.

Seulement, selon ces mêmes agents, le SGP Est-Sud-Est de Annaba, n'a plus renouvelé le bail au liquidateur et, par conséquent, aux

agents en question, depuis janvier 2015, d'où le flou total pour cette poignée de pères de famille qui ne reçoivent plus de salaire, et ne sont plus assurés, depuis le début de cette année.

En désespoir de cause, ce groupe d'agents s'en remet au président du SGP et aux autorités locales afin de se pencher sur leur cas.

A. M'haïmoud

MOSTAGANEM

Une «favela» à la vallée des Jardins

**«Le Typhus 2» est devenu une zone où l'insécurité s'est développée de façon insupportable. Cette situation met en danger la sécurité et la santé publique des citoyens, ce qui est inadmissible.**

Dans ce quartier, se côtoient les agressions, l'alcool, la drogue et la prostitution et l'on voit aussi des traces visibles de la pauvreté qui jaillissent des chaumières construites illégalement avec du parpaing, du bois, des tôles mais aussi des maisons illicitement construites en rez-de-chaussée +1 avec

des signalisations sur les façades écrites à la peinture «à vendre». Avant, on appelait ce ruban «Haï typhus» qui abritait un bidonville dans lequel la majorité de ses habitants ont été relogés. Ce relogement devrait rimer avec une meilleure qualité de vie mais en lieu et place, c'est la désespérance totale, d'autres âmes sont venues en masse et ont squatté les lieux et «le Typhus» est sous l'emprise de trafiquants de tous genres. Une tournée en incognito dans ce «Typhus 2», vers les coups de 19 h, avec un de nos confrères d'un autre journal nous a permis de constater un quartier qui ressemble à une «favela» où une bande de trafiquants et de dealers imposent leur «loi». Il y a une large pano-

plie d'alcool, de la Vodka, whisky, vins et bière, on écoule aussi de la came et des psychotropes et la prostitution clandestine. Mais ce quartier héberge aussi des familles sans reproches, des gens honnêtes qui ne souhaitent que de l'assurance et de la confiance, elles ont construit certes sans permis ni la moindre autorisation de l'APC de Sayada où ils sont rattachés administrativement, ils demandent aux autorités de les régulariser pour bénéficier de commodités comme le gaz naturel, le bitumage des routes et l'eau. Ces gens simples et travailleurs appellent aussi les services de sécurité pour mettre fin au règne de ces délinquants dans leur quartier.

A. B.